



FranceAgriMer

> ÉDITION décembre 2015

# Facteurs de compétitivité sur le marché mondial des produits laitiers

## Veille concurrentielle 2015



LES ÉTUDES DE FranceAgriMer



# Analyser le contexte concurrentiel international pour comprendre les marchés mondiaux

Analyser le contexte concurrentiel international et comprendre les forces et faiblesses des filières laitières dans le monde, tel est l'objet du travail de veille concurrentielle réalisé depuis cette année par FranceAgriMer. La démarche suivie pour réaliser cette évaluation comparative de la compétitivité repose sur une approche globale et méthodique avec l'examen de sept facteurs de compétitivité des filières laitières des dix principaux pays concurrents sur le marché mondial des produits laitiers. Les résultats de l'étude 2015, basée sur les dernières données disponibles, sont présentés dans ce document.

La filière laitière est caractérisée par l'importance des échanges sur le marché mondial, sur lequel quelques grands producteurs et exportateurs de produits laitiers sont en concurrence directe. La filière laitière française possède d'incontestables atouts et une forte présence internationale mais sa position par rapport à ses concurrents mérite d'être précisée.

Qui occupe la première marche du podium ? Quels sont les écarts entre les différents concurrents ? Comment la France se positionne-t-elle cette année ? Autant de questions auxquelles le lecteur trouvera ici des éléments de réponse.

Le travail de veille concurrentielle apporte des éclairages importants sur ces questions. Réalisé régulièrement, il rend possible les comparaisons avec les années précédentes, mettant ainsi en lumière les grandes tendances et les évolutions que connaissent les filières laitières sur le marché mondial.

Cette publication annuelle présente de façon synthétique les données recueillies et les analyses qui en résultent pour permettre aux opérateurs, comme aux décideurs publics, de mieux comprendre les atouts et faiblesse des filières concurrentes sur le marché mondial. Elle a pour objet de les aider à mieux se positionner individuellement et collectivement sur un marché de plus en plus ouvert et concurrentiel.

André Barlier

## Contexte

Cette synthèse constitue le premier volet de la veille concurrentielle internationale pour la filière des produits laitiers issus du lait de vache réalisée par Business France pour le compte de FranceAgriMer. Il porte sur l'année 2013 pour une raison de disponibilités des données. L'objectif de la veille est de comparer sur trois ans (2013, 2014, 2015) les facteurs de compétitivité des filières laitières de la France et de ses concurrents ainsi que leur évolution. L'exercice n'a pas vocation à s'arrêter en 2015 et pourra être poursuivi dans le cadre d'un nouveau contrat.

Dix pays ont été retenus pour l'analyse : quatre pays tiers – Nouvelle-Zélande, Australie, états-Unis, Brésil - six pays de l'Union européenne : France, Allemagne, Pays-Bas, Irlande, Royaume-Uni, Pologne. Il s'agit des plus grandes nations intervenant sur l'échiquier mondial laitier. Elles représentent 35% de la production mondiale de lait de vache et près des deux tiers des échanges, commerce intra-UE compris.

Le Brésil, au fort potentiel laitier, a été retenu car il est redevenu exportateur net de produits laitiers en 2014 et pourrait avoir son rôle à jouer dans le commerce international de produits laitiers dans les prochaines années.

La Pologne est en plein développement de sa filière laitière et intervient de plus en plus dans les échanges internationaux. Sa filière laitière est aujourd'hui capable de proposer une offre attractive sur les marchés internationaux. La Pologne est le pays de la veille dont les exportations laitières ont le plus progressé : elles ont doublé en cinq ans et plus que triplé vers pays tiers. Elle a donc été privilégiée par rapport au Danemark.

Quant au Royaume-Uni, sa production laitière a augmenté au cours des deux dernières années et son industrie a subi une mainmise des opérateurs étrangers Müller Milch et Arla Foods qui sont aujourd'hui les deux leaders britanniques.

Les autres pays sont de longue date les principaux acteurs de l'approvisionnement en produits laitiers du marché mondial.

Concernant les débouchés cibles, onze zones porteuses ont été retenues : elles représentent au sein de chaque continent les marchés significatifs et en développement. Il s'agit du Nigéria, de la Côte d'Ivoire et de l'Algérie pour l'Afrique, des émirats Arabes Unis pour la zone Proche-Moyen Orient, du Venezuela et des états-Unis pour l'Amérique, du Japon, de la Chine et de l'Indonésie pour l'Asie et de la Russie et de l'UE pour l'Europe.

La compétitivité de chacun des pays exportateurs est mesurée grâce à 42 indicateurs répartis sur 7 axes : macroéconomie, maîtrise des facteurs naturels et durabilité des ressources, potentiel de production laitière, organisation des filières, maîtrise technologique de la fabrication des produits, portefeuille des marchés et capacité des opérateurs à conquérir les marchés. L'ensemble des indicateurs n'est pas détaillé dans cette synthèse.

Au total, les pays obtiennent une note sur 1 000, reflétant leur niveau de compétitivité sur le marché mondial, en 2013 pour cette première année d'étude.

# La place de la France dans le commerce mondial

Deuxième producteur de lait de vache de l'Union européenne derrière l'Allemagne, la France a collecté 25,3 millions de tonnes en 2014. Le secteur laitier est un des secteurs les plus dynamiques de l'agro-alimentaire hexagonal. C'était, en 2014, le deuxième poste à l'export après les vins et spiritueux. La filière a connu un nouveau record de son solde commercial avec 3,8 milliards d'euros, en hausse de 6,1% par rapport à 2013.

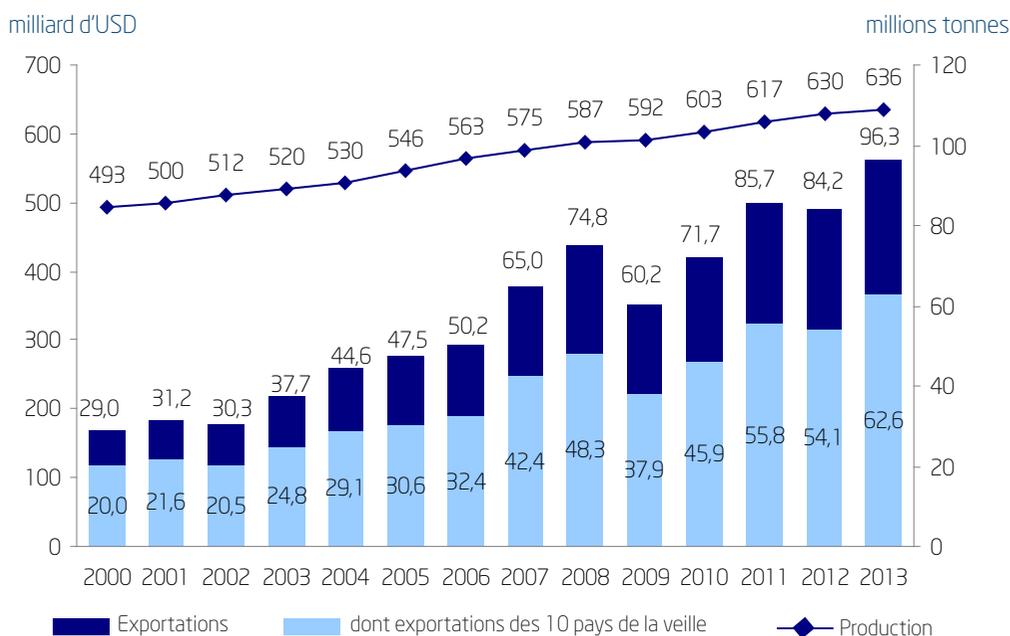
Depuis la fin 2014, le secteur laitier mondial a connu un fort chambardement suite à la mise en place de l'embargo russe, à la fin des quotas au printemps 2015 et à une progression moindre de la demande des pays émergents. Le marché est saturé et les grandes zones laitières que sont l'Union européenne, la Nouvelle-Zélande, l'Australie et les États-Unis connaissent une croissance de leur production de lait qui peine à trouver acquéreur sur le marché mondial.

Depuis l'été 2014, les cours mondiaux des produits laitiers ont subi une baisse ininterrompue pour passer à l'été 2015 en-dessous des plus bas niveaux constatés lors de la crise laitière de 2009. Dans certains pays européens, le prix du lait au producteur ne couvre pas les coûts de production ce qui engendre une forte tension au sein de la profession.

En 2013 et début 2014, les conditions étaient très favorables pour la production avec des cours élevés et des prix du fourrage faibles. Tous les grands pays laitiers étudiés dans la veille augmentaient leur production et leur industrie investissait massivement en particulier dans des tours de séchage.

## Les échanges mondiaux augmentent plus vite que la production

Évolution de la production mondiale de lait de vache (millions tonnes) et du commerce mondial de produits laitiers (milliards USD)

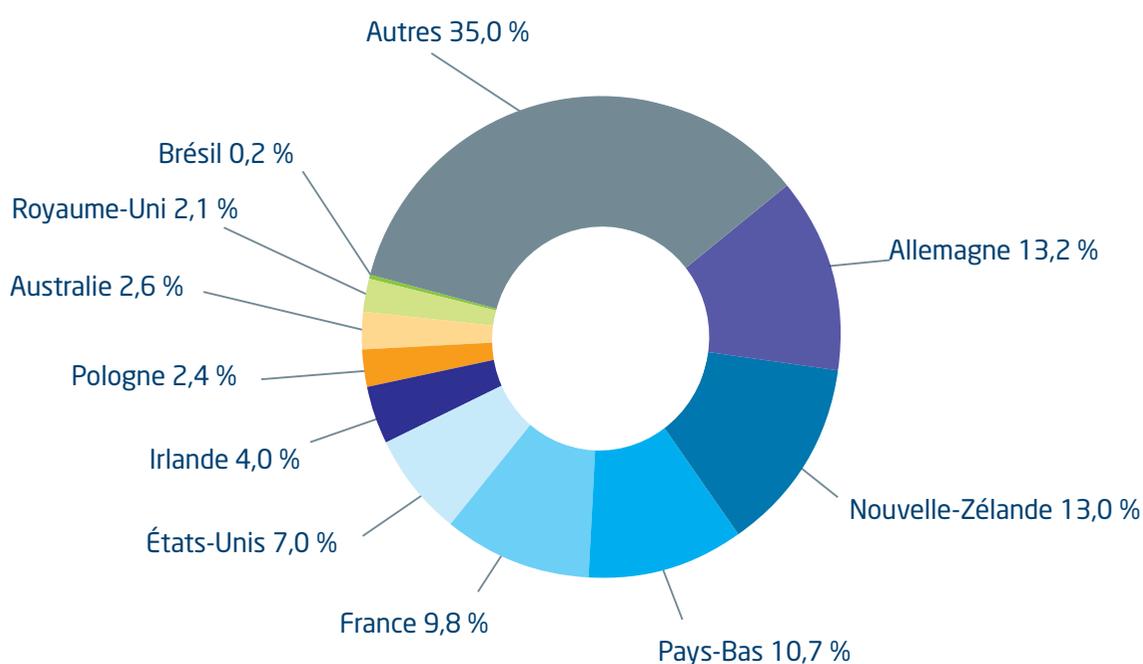


Source : FAO et GTA

## Les 10 pays de la veille représentent 65 % des échanges

Les échanges mondiaux de produits laitiers ont plus que triplé depuis 2000 alors que la production progressait de 30%. Ils représentent aujourd'hui 7% de la production mondiale. La part des dix pays de la veille dans le commerce mondial était de 65 % en 2013.

Part des 10 pays de la veille dans le commerce mondial de produits laitiers en 2013  
(total : 96,3 milliards USD)



Source : GTA

Jusqu'à peu, toutes les zones laitières ont misé sur la poursuite du développement du commerce international de produits laitiers. À l'heure actuelle, fin 2015, cet élan positif est momentanément stoppé. Les experts prévoient un apaisement de la situation au plus tôt au début de l'été 2016 après le pic de collecte européen.

Dans ce contexte, la France, forte d'une offre jouant à la fois sur des commodités, des ingrédients laitiers à forte valeur ajoutée et un large éventail de produits de grande consommation – fromages terroir, desserts lactés haut de gamme – et dotée d'un savoir-faire reconnu au plan international saura-t-elle tirer son épingle du jeu ?

Son offre très diversifiée en fromages n'est pas toujours compatible avec les besoins uniformisés des marchés. Un positionnement prix élevé ainsi que les contraintes sanitaires sur le lait cru représentent des obstacles à l'exportation.

Étudier la position de la France par rapport à ses concurrents néo-zélandais, allemands, néerlandais et autres grands pays exportateurs mondiaux de produits laitiers et son évolution, tel est l'objectif de cette veille.



Cet axe regroupe les facteurs socio-économiques extérieurs à la filière mais ayant des conséquences sur sa compétitivité : part de l'agroalimentaire dans le PIB et dans l'export, croissance de la population, coût du travail, évolution de la parité monétaire, performance globale multimodale. Ces deux derniers sont détaillés ci-dessous.

## > Le real est la monnaie qui s'est le plus dévaluée par rapport au dollar américain

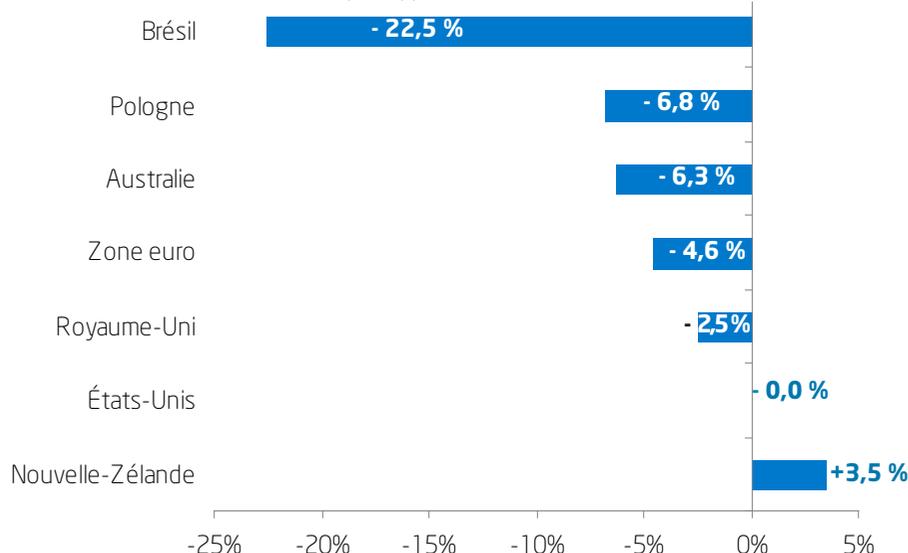
Dans notre approche, nous avons retenu le dollar américain (USD) comme référence et étudié sur la période 2011-2013 l'évolution des différentes devises (euro, livre sterling, réal brésilien, zloty, etc.) par rapport au billet vert. L'indicateur retenu a été l'évolution du taux de change (USD/monnaie du pays considéré) sur la période 2011/2013.

Une forte augmentation ou dépréciation d'une devise d'un pays par rapport au dollar peut avoir des répercussions importantes sur les importations ou les exportations de ce pays, en particulier si celui-ci se positionne au sein d'un commerce mondial dominé par le dollar. A contrario, pour les pays de l'Union européenne de la zone euro, dont une grande partie des échanges commerciaux s'effectue au sein de cette zone (donc avec la même monnaie), ce facteur intervient de façon moins marquée.

Sur un plan général, si l'on se place d'un point de vue de la compétitivité à l'export, une monnaie « faible » apparaît plutôt favorable pour le développement des exportations d'un pays tandis qu'à l'inverse ses importations deviennent plus coûteuses. Sur le plan de l'évaluation de la compétitivité, cette approche du taux de change n'est bien sûr qu'un facteur parmi d'autres car d'autres éléments interviennent pour impacter la force réelle de sa monnaie.

Si l'on prend donc la situation du dollar comme référence sur les trois ans (2011-2013), seul un pays, la Nouvelle-Zélande, a vu sa devise s'apprécier par rapport au billet vert, ce qui aurait pu se traduire par une certaine baisse de compétitivité des produits néo-zélandais qui sont pourtant largement exportés sur le marché mondial.

Évaluation des différentes monnaies par rapport au dollar américain - 2011-2013



Source : Business France d'après Oanda

Source : Veille concurrentielle FranceAgriMer 2015

À l'inverse, le Brésil a connu une situation très « favorable » puisque sa monnaie s'est largement dépréciée sur trois ans. Il convient cependant d'ajouter que sur 2011-2013 ce pays n'était pas un intervenant majeur dans les flux mondiaux de produits laitiers.

Pologne et Australie ont bénéficié également d'une amélioration de leur position avec une baisse de plus de 6 % qui a été de nature à favoriser leurs exportations.

Enfin les pays de la zone euro ont également profité d'une certaine dévaluation de la devise européenne (de près de 5 %) par rapport au billet vert sur la période.

Dans le cas du Royaume-Uni dont la devise est très liée au dollar, la dévaluation de la livre a été limitée.

### > Allemagne et Pays-Bas au sommet de la performance logistique internationale

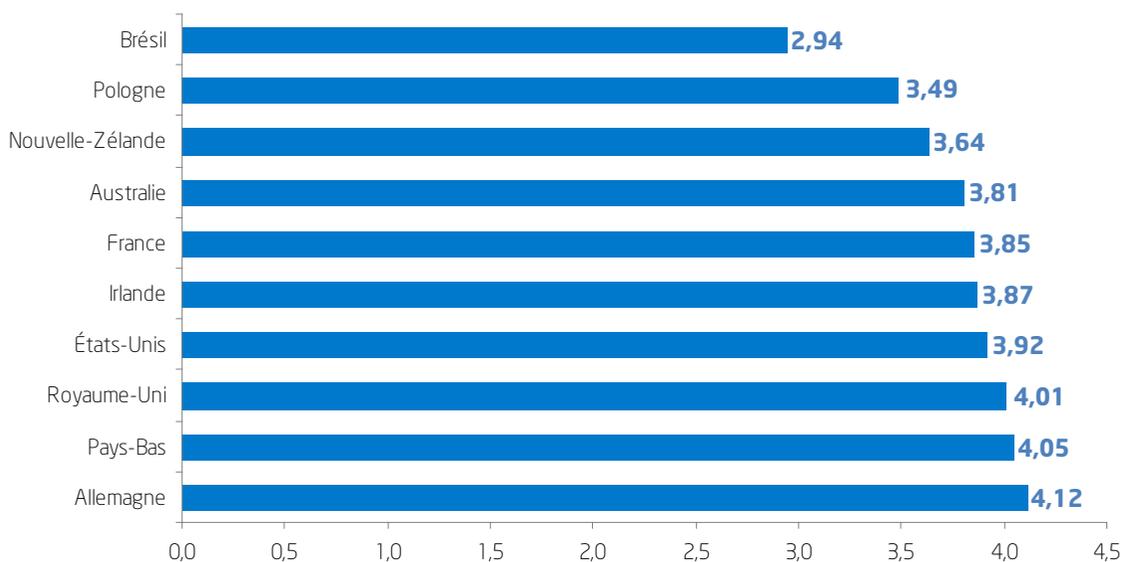
L'indice de performance logistique est un indicateur synthétique calculé par la Banque Mondiale qui mesure l'efficacité et la compétitivité d'un pays en matière de transport international des marchandises. Il reflète les perceptions relatives à la logistique d'un pays. Celles-ci sont basées sur différents facteurs : efficacité des processus de dédouanement, qualité des infrastructures commerciales et de transport, facilité d'organisation d'expéditions à des prix concurrentiels, qualité des services, etc.

Pour cet indice, la plupart des pays de l'échantillon ont obtenu des résultats assez élevés et proches, ce qui témoigne d'infrastructures (routes, ports) développées et de procédures administratives en vigueur relativement efficaces.

C'est l'Allemagne qui présente la note la plus élevée, suivie de près par les Pays-Bas et le Royaume-Uni. États-Unis, France et Irlande sont également bien placés et obtiennent des notes très proches. Vient ensuite l'Australie, sensiblement avant la Nouvelle-Zélande.

On signalera le classement assez médiocre de la Pologne. Le Brésil se trouve décroché en raison à la fois de ses infrastructures moins performantes, mais également de procédures administratives complexes et peu efficaces.

Performance globale multimodale - 2013



Source : ILP, Banque mondiale

## Axe n°1 : Macroéconomie

### Forces

- Fort poids de l'agriculture dans l'économie
- Dévaluation du real par rapport au dollar

- Infrastructures portuaires performantes

- Coût du travail le plus compétitif

- Bonnes infrastructures portuaires



### Faiblesses

- Infrastructures portuaires déficientes

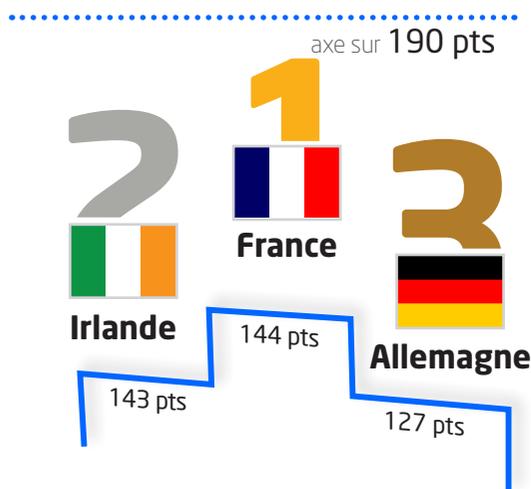
- Coût du travail élevé

- Faible part de l'agriculture dans le PIB

- Coût du travail élevé

Source : Veille concurrentielle FranceAgriMer 2015

## 2<sup>e</sup> axe de compétitivité Maîtrise des facteurs naturels et durabilité des ressources



Source : Veille concurrentielle FranceAgriMer 2015

Cet axe a pour but de mettre en évidence les facteurs naturels influents sur la production laitière tels que : la pluviométrie, le nombre d'épisodes climatiques handicapants, la SAU, le prix du foncier, les maladies et leur gestion, la stabilité des bassins de production.

### > L'eau, élément déterminant de la production laitière

Les ressources hydriques sont un facteur déterminant en élevage laitier. Il est estimé qu'une vache en lactation consomme entre 70 et 160 litres d'eau par jour. Les besoins en eau sont évalués à quatre fois la production laitière. De même on considère que les vaches boivent 4 à 5 litres d'eau par kg de matière sèche ingérée ; or, la production fourragère est dépendante des disponibilités en eau.

Pour chaque pays de la veille, la pluviométrie est donnée par les Centres Météorologiques Nationaux.

Selon les pays, l'ensemble du territoire ou seulement certaines régions ont été pris en compte pour mesurer la pluviométrie.

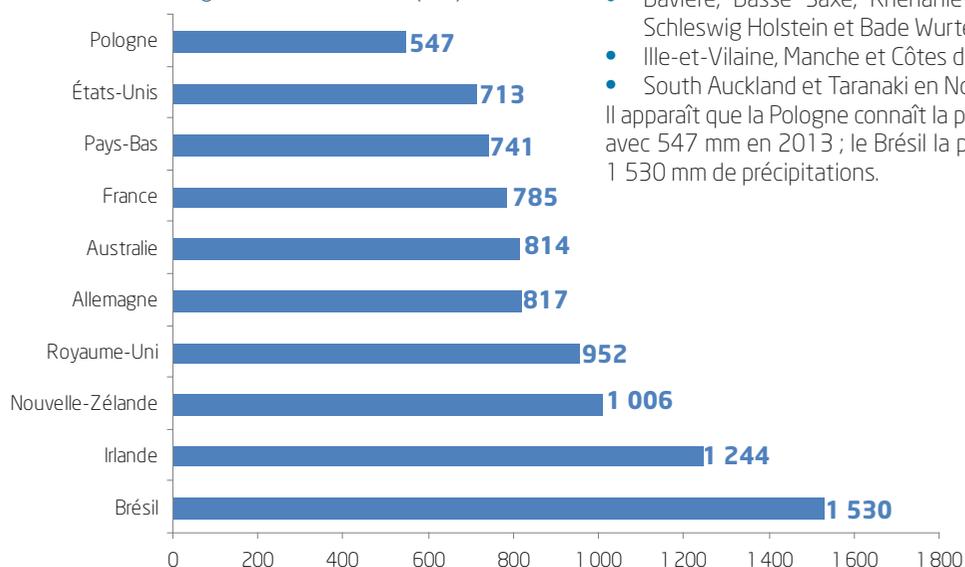
Pour les Pays-Bas, la moyenne a été faite sur l'ensemble du pays. Pour l'Irlande, la pluviométrie donnée est celle de Cork, le comté détenant le plus de fermes laitières. En Australie, c'est l'ouest de l'état de Victoria (23 % de la production laitière) qui a été pris en compte.

Pour les autres pays, il a été calculé une pluviométrie moyenne à partir de celle des principaux bassins laitiers en les pondérant par la production laitière :

- Grande Pologne, Podlasie, Mazovie et Mazurie pour la Pologne,
- South, Midlands et Irlande du Nord pour le Royaume-Uni,
- Californie et Wisconsin aux États-Unis,
- Minas Gerais et Rio Grande do Sul au Brésil,
- Bavière, Basse Saxe, Rhénanie du Nord-Westphalie, Schleswig Holstein et Bade Wurtemberg en Allemagne,
- Ille-et-Vilaine, Manche et Côtes d'Armor en France,
- South Auckland et Taranaki en Nouvelle-Zélande.

Il apparaît que la Pologne connaît la plus faible pluviométrie avec 547 mm en 2013 ; le Brésil la plus forte avec plus de 1 530 mm de précipitations.

Pluviométrie dans les grands bassins laitiers (mm) - 2013



Source : Centre météorologiques nationaux

## Stabilité des bassins de production maximale pour l'Irlande

Si la préservation de l'environnement et celle du bien-être animal sont partie intégrante de toute politique de durabilité de la filière laitière, les contraintes générées sont généralement perçues comme des coûts sur le court terme et des freins à la production. Plus les pressions environnementales et sociétales se font ressentir sur un marché, plus la note allouée est faible.

### Forte pression environnementale aux Pays-Bas, en Allemagne et au Royaume-Uni

Trois pays se classent dans le groupe des pressions environnementales élevées et présentent donc la note la plus faible : le Royaume-Uni, les Pays-Bas et l'Allemagne. Ces pays affichent les concentrations en nitrate dans les eaux souterraines parmi les plus élevées d'Europe. Si l'UE s'est fixé un plafond d'azote/ha à 170 kg, ainsi qu'une obligation commune en matière d'équilibre de la fertilisation azotée, l'application de la directive Nitrates est très différente d'un pays ou d'une région à l'autre. Ainsi, ces trois pays ont obtenu en 2013 des dérogations permettant aux grands bassins laitiers de dépasser les plafonds autorisés.

En 2013, l'UE a lancé une procédure d'infraction contre l'Allemagne. Tout le pays a été classé en zone vulnérable. Dans le monitoring des eaux souterraines, l'Allemagne occupe l'avant-dernière place dans toute l'UE. La nouvelle révision exige l'augmentation des capacités de stockage des éleveurs : cette mesure coûte cher et impacte la rentabilité des élevages à court terme.

En raison de l'étendue de son territoire et des importantes surfaces en herbe, la France se situe dans un groupe intermédiaire, avec l'Irlande, la Pologne, la Nouvelle-Zélande et l'Australie. En Irlande, les normes environnementales constituent des thèmes que la filière lait ne peut occulter sous peine de voir son image "green" affectée sur les marchés extérieurs. Néanmoins, 20 % des exploitations laitières irlandaises ont bénéficié en 2013 d'une dérogation fixant le plafond à 250 kg azote/ha au lieu de 170 kg. Australie et Nouvelle-Zélande ont mis en place des programmes sur base volontaire visant la gestion des effluents d'élevage et la maîtrise de la fertilisation. À noter que la Pologne a été amenée par la Commission européenne à modifier sa législation en la matière en 2011. Devant la lenteur des progrès constatés, la Commission

européenne a, en 2013, assigné la Pologne devant la Cour de Justice de l'Union européenne pour manquement à l'obligation de garantir un traitement efficace de la pollution de l'eau par les nitrates.

Enfin, Brésil et États-Unis se caractérisent par des pressions environnementales relativement faibles. Aux États-Unis, dans ce domaine des nitrates, la contrainte ne vient pas à proprement parler de normes imposées par les États ou le gouvernement fédéral (seuil de 10 mg/l de nitrates dans l'eau potable) mais d'actions citoyennes ou de groupes de défense de l'environnement qui saisissent les tribunaux. Le puissant lobby agricole milite en faveur de dérogations et s'oppose à tout renforcement des normes.

### La tension sur la production est forte aux États-Unis, au Brésil et en Australie

Lorsque le prix du lait ne couvre pas les charges, la tentation est grande pour les éleveurs d'abandonner leur activité pour se reconvertir dans d'autres productions plus rémunératrices : céréales, par exemple. La survie des éleveurs laitiers est alors menacée et par là même l'équilibre de la filière. La tension est forte sur la production laitière. Une tension faible exprime au contraire une pérennité des bassins de production ce qui est le cas lorsque les éleveurs résistent à la volatilité des prix et conservent leur activité même en période de prix bas. Les pays obtenant la meilleure note sont les pays présentant une tension faible, permettant aux éleveurs de conserver leur activité.

Les différents pays se classent dans 3 groupes :

- Tension faible / Pérennité forte : en France, tandis que le bassin parisien et le sud-ouest se désengagent de l'activité laitière, dans les régions purement laitières que sont les bassins du nord-ouest – Bretagne et Basse-Normandie, l'alternative n'existe pas en pratique : absence de mouvement de reconversion dans d'autres filières animales, qu'il s'agisse de bovins viande ou de porcs/volailles. Les éleveurs sont laitiers de génération en génération et leur mobilité est faible. L'Allemagne, les Pays-Bas, l'Irlande, mais aussi la Nouvelle-Zélande, se retrouvent également dans cette catégorie.
- La tension est jugée « intermédiaire » au Royaume-Uni (si la conjoncture est trop défavorable, les éleveurs cessent leur activité) et en Pologne (la croissance ininterrompue de la filière n'incite pas les éleveurs à une reconversion).
- La tension est forte aux États-Unis et au Brésil (la mobilité de l'élevage laitier est jugée relativement élevée au Brésil : mentalité de « ranchers » plutôt que d'éleveurs laitiers, abandon pour d'autres spéculations agricoles) et en Australie, où les éleveurs ont démontré leur capacité à rebondir vers d'autres activités lors des pénuries d'eau dramatiques de ces dernières années.

## Forte pression sociétale aux Pays-Bas, aux États-Unis et au Royaume-Uni

La pression sociétale mesure le poids des lobbies écologiques, des groupes de protection des animaux, des mouvements anti-lait/viande.

La pression sociétale est jugée élevée dans les pays suivants :

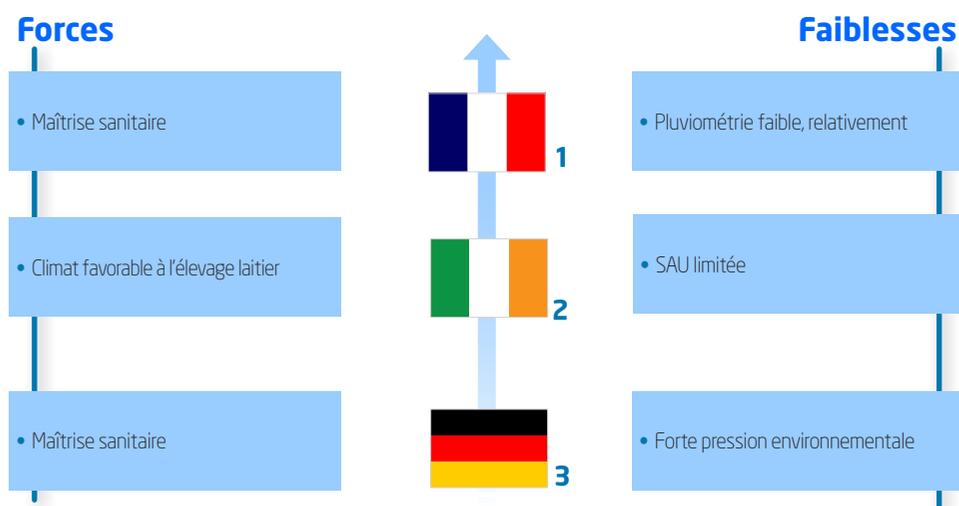
- Pays-Bas : la filière s'ajuste à la pression sociétale par des mesures concrètes telles que la prime accordée par FrieslandCampina aux éleveurs faisant pâturer leurs animaux au minimum 6h par jour.
- États-Unis : si les considérations environnementales se développent, ce sont les questions liées au bien-être animal qui mobilisent traditionnellement. On trouve néanmoins de nombreuses fermes gigantesques de plus de 20 000 têtes.
- Royaume-Uni : les organisations écologiques sont promptes à s'opposer à tout projet d'implantation de méga-fermes laitières.

La pression est jugée intermédiaire dans les quatre pays suivants :

- la Nouvelle-Zélande est en proie à une sensibilité environnementale générée par la prise de conscience de son immense potentiel touristique. Des considérations économiques et de sauvegarde des emplois dans le secteur de l'élevage laitier commencent à apparaître ; elles contrebalancent la pression issue du secteur touristique.
- la France : si l'implantation de méga-fermes est un thème particulièrement sensible, la pression sociétale est moindre en matière de bien-être animal, d'épandage des fumiers. Ceci s'explique par une culture agricole encore vivante, un lobby agricole encore puissant et des ONG environnementales jouant plus un rôle politique qu'écologique.
- l'Allemagne, où la pression est très forte sur le bien-être animal, avec des associations actives concentrées surtout sur les élevages « viande » en hors-sol et moins sur les élevages laitiers.
- l'Australie, où les notions de bien-être animal et le lobby anti méga-fermes industrielles sont moins importants que dans les autres pays anglo-saxons.

Enfin, la pression sociétale est moindre en Irlande (l'élevage laitier en systèmes herbagers est partie intégrante du paysage et ancré dans l'imaginaire irlandais), en Pologne et au Brésil.

## Axe n°2 : Maîtrise des facteurs naturels et durabilité des ressources



Source : Veille concurrentielle FranceAgriMer 2015

# 3<sup>e</sup> axe de compétitivité

## Potentiel de production laitière



Source : Veille concurrentielle FranceAgriMer 2015

Le potentiel de production laitière est analysé via six indicateurs portant sur les caractéristiques de la production, l'autonomie alimentaire et l'endettement des éleveurs. Deux sont détaillés ci-après.

### > Les États-Unis, second producteur mondial de lait

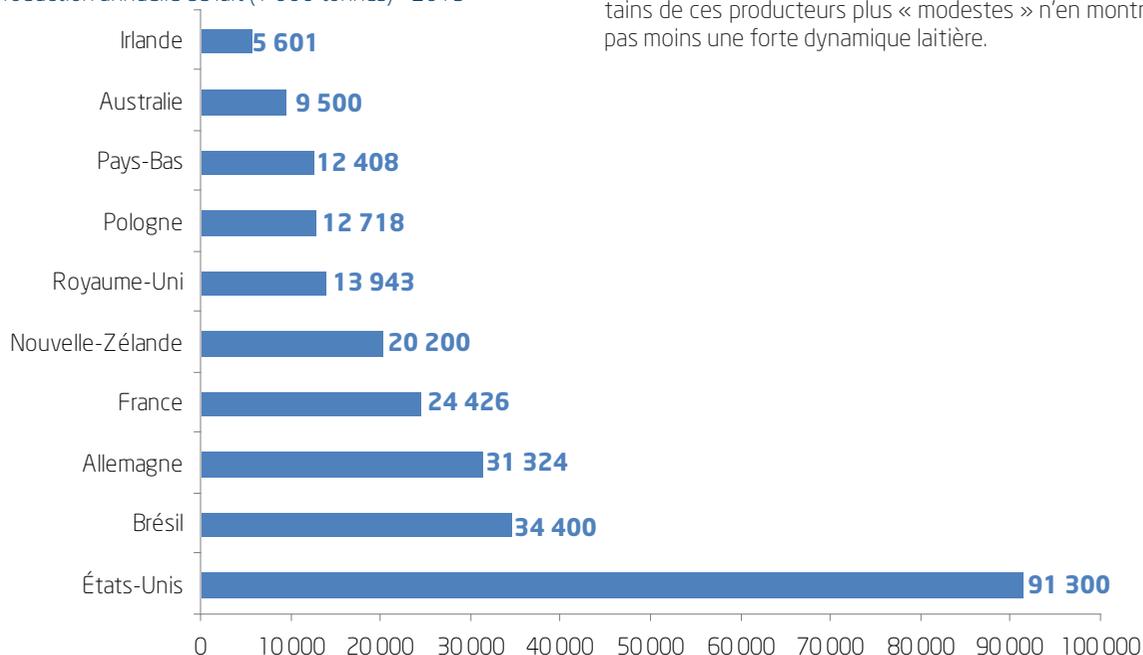
La production aux États-Unis est de loin la plus importante avec 91 millions de tonnes en 2013. Viennent ensuite 4 pays dont la production est comprise entre 20 millions et 35 millions de tonnes : le Brésil, l'Allemagne, la France et la Nouvelle-Zélande.

L'Allemagne et la France fournissent à eux seuls près de 40 % de la production laitière de l'Union européenne, une force indiscutable pour ces deux pays au sein de l'UE.

Le Brésil a confirmé en 2013 son rang de 5<sup>e</sup> producteur mondial derrière l'Inde, les États-Unis, la Chine et le Pakistan. Il faut toutefois garder à l'esprit que ce chiffre est une estimation : près de 10 milliards de litres, dont environ la moitié est commercialisée sur des circuits courts, échappent aux jumelles des inspections fédérales ou même d'États. Le gouvernement brésilien a présenté ses ambitions chiffrées pour la filière via le programme « Mais Leite » (« Plus de lait »), affirmant une nouvelle fois son objectif principal : annuler le déficit commercial laitier. Dans cette optique, Brasilia voit très grand : en 2023, le Brésil devra produire 47 milliards de litres de lait, soit une croissance de 40 % en à peine 9 ans, et un taux de croissance annuel moyen de 3,7 % sur cette période.

Cinq pays ont une production qui oscille entre 5 millions et 15 millions de tonnes : le Royaume-Uni, la Pologne, les Pays-Bas, l'Australie et en queue de peloton, l'Irlande. Certains de ces producteurs plus « modestes » n'en montrent pas moins une forte dynamique laitière.

Production annuelle de lait (1 000 tonnes) - 2013



Source : Économie laitière en chiffres

## > Une marge sur coût alimentaire maximale aux Pays-Bas et en Irlande

La marge sur coût alimentaire est définie par la différence entre le prix du lait payé au producteur et le coût alimentaire. C'est un critère suivi mensuellement par l'USDA. Il permet de mesurer l'efficacité de l'alimentation dans la conduite des élevages laitiers. Les États-Unis qui fonctionnent majoritairement avec de grands élevages et une part importante d'aliments achetés dans la ration affichent de loin la marge la plus faible.

Le coût alimentaire pris en compte regroupe les coûts :

- de l'aliment acheté,
- de l'aliment produit sur l'exploitation,
- de pâturage.

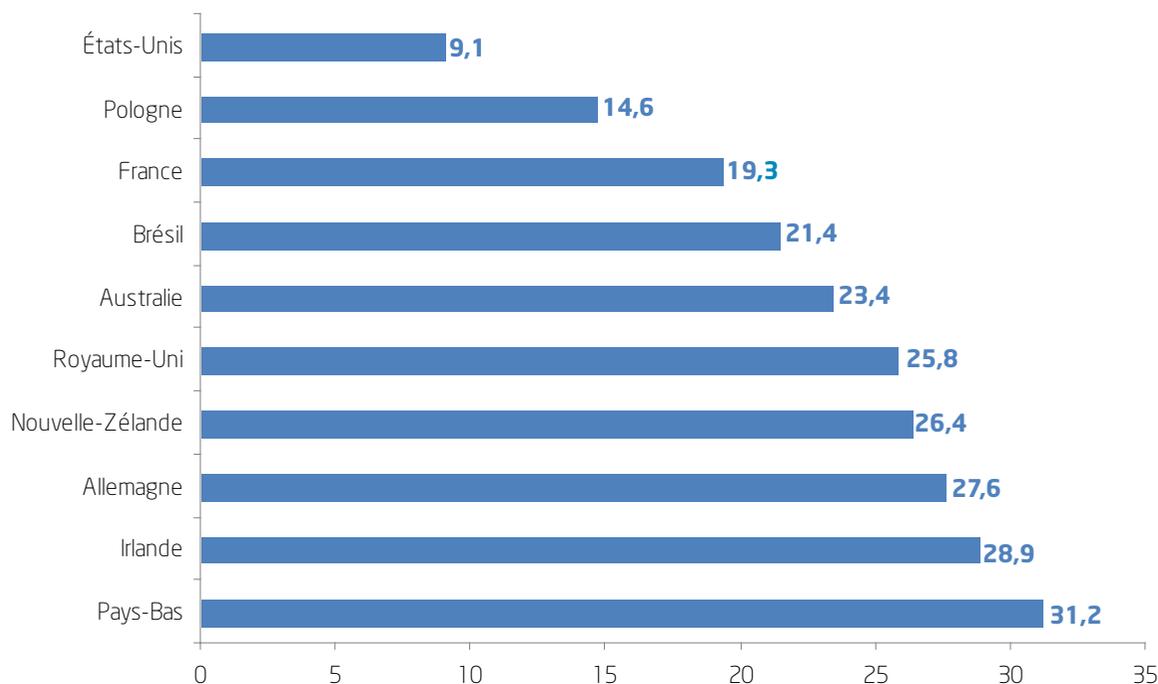
Selon le réseau FADN de la Commission européenne, l'alimentation représente autour de 50 % des coûts de production opérationnels (70 % pour l'aliment acheté et 30 % pour l'aliment produit sur l'exploitation et le pâturage).

Les Pays-Bas arrivent en tête et ont la meilleure marge grâce à une gestion optimisée du pâturage et une bonne maîtrise des achats d'aliments supplémentaires de la part des éleveurs. Ils sont talonnés par l'Irlande et l'Allemagne.

Les pays de l'Océanie et le Brésil arrivent dans la bonne moyenne avec une marge sur coût supérieure à 20 € / 100 kg.

La France et la Pologne sont en queue de peloton des pays de l'UE. Ces deux pays affichent, il est vrai en 2013, les prix du lait à la production les plus bas des six pays européens retenus.

Marge sur coût alimentaire (€ / 100 kg) - 2013



Source : Business France d'après WDS et sources locales

### Axe n°3 : Potentiel de production laitière

#### Forces

• Alimentation à l'herbe

• Marge sur coût alimentaire élevée

• Forte part de l'herbe dans la ration

• 2<sup>e</sup> producteur lait au sein de l'UE



#### Faiblesses

• Endettement des éleveurs

• Production laitière faible

• Marge sur coût alimentaire relativement faible

• Faible croissance de la production

Source : Veille concurrentielle FranceAgriMer 2015

# 4) 4<sup>e</sup> axe de compétitivité Organisation des filières



Source : Veille concurrentielle FranceAgriMer 2015

L'axe 4 évalue l'efficacité de l'organisation de la filière en s'appuyant sur le poids du lait dans la filière agricole, l'excellence de la recherche laitière, la concentration du tissu industriel, la performance des entreprises dans le classement mondial.

## > Recherche laitière performante en France, en Allemagne et aux Pays-Bas

L'excellence de la recherche laitière caractérise la performance des différentes entités publiques ou privées actives dans le domaine de la recherche laitière. L'aval de la filière a été pris en compte dans cette analyse.

La recherche laitière française est financée autant par les fonds publics que par les fonds privés.

L'Inra est au cœur de la recherche laitière française, on peut citer l'excellence des travaux de recherche menés par l'Unité Mixte de Recherche STLO, leader mondial sur les thématiques du séchage, de la filtration membranaire, des minéraux et de la technologie fromagère.

À l'actif de la recherche française :

- des investissements sur des projets à long terme (à horizon 10 voire 20 ans),
- des liens étroits entre recherche fondamentale et recherche appliquée, avec passerelles entre recherche privée et recherche publique.

L'Allemagne présente également une bonne synergie entre acteurs privés et publics. Avec l'aide de la Commission Recherche du syndicat Milch Industrie Verband (MIV), les industriels laitiers collaborent avec les universités, l'association des experts en technologie alimentaire (GDL) et les organismes de recherche et de développement (institut Fraunhofer, institut de recherche de l'industrie alimentaire –FEI, Bavarian Milk & Dairy Center de Kempten).

Les Pays-Bas complètent le trio de tête, grâce à la force de frappe de FrieslandCampina couplée à l'excellence de la Wageningen University ; ces deux acteurs détiennent notamment un laboratoire commun de renom spécialisé dans la filtration membranaire. Signalons également le NIZO Food Research Center.

L'Irlande et la Nouvelle-Zélande arrivent en seconde position dans le classement. L'Irlande bénéficie d'une forte recherche publique avec le Teagasc et le centre de recherche DPTC au sein de l'Université de Cork (transfert de technologie public/privé, avec des partenaires tels que Aurivo, Glanbia, Lakeland...). Les moyens déployés par Fonterra en termes de recherche laitière sont très importants.

Le Royaume-Uni, l'Australie et les États-Unis occupent une position intermédiaire. La recherche laitière britannique est essentiellement le fait des entreprises, la recherche fondamentale n'étant assurée que par le Norwich Institute of Food Research. La filière laitière australienne s'appuie sur deux entités publiques : le Commonwealth Scientific and Industrial Research Organization (CSIRO), qui détient à Melbourne une unité de recherche performante sur les poudres, et l'organisation Dairy Innovation Australia (DIAL), liée aux universités de Melbourne et du Queensland. Les États-Unis se caractérisent également par une bonne articulation entre universités, acteurs publics et privés.

Enfin, le Brésil se positionne en fin de classement, juste avant la Pologne. Au Brésil, l'innovation est essentiellement initiée par les groupes étrangers. Les industriels peuvent s'appuyer sur quelques entités publiques développant, avec souvent de faibles moyens, des projets de recherche laitière, notamment dans la valorisation du lactosérum. On peut citer Viçosa, Embrapa Gado de Leite, Tecnolab, Embrapa IAA, Unicamp. En Pologne, la recherche est essentiellement le fait d'opérateurs privés.

## > France et États-Unis ont cinq leaders dans le top 25 mondial

La présence d'un grand nombre d'acteurs parmi les leaders laitiers mondiaux est un moteur indéniable pour l'ensemble de sa filière notamment en termes d'innovation, de capacité à adapter son offre à la demande globale et de stabilité de la branche laitière. C'est aussi un gage de compétitivité sur les marchés internationaux.

Parmi les pays étudiés, le Brésil, la Pologne, le Royaume-Uni et l'Australie n'ont aucun de leurs leaders laitiers dans le classement des 25 premières entreprises laitières mondiales. Seuls les groupes ayant leur siège dans le pays étudié sont pris en compte. Pour le Royaume-Uni, les premiers groupes strictement britanniques sont en effet Dairy Crest (n°41), First Milk et Dale Farm et les filiales britanniques d'Arla Foods et de Müller, n°1 et 3 en 2013, ne sont pas considérées.

Les premiers laitiers polonais, Mlekpól et Mlekovita arrivent aux alentours de la 80e place du classement mondial. Le Brésil (BRF) vers le 60e rang et l'Australie (National Foods) à la 35e place.

Les Pays-Bas et la Nouvelle-Zélande, dont la filière est extrêmement concentrée (plus de 95 % de la collecte effectuée par les trois premiers), n'ont de façon naturelle qu'un leader laitier dans le top 25 : FrieslandCampina et Fonterra occupent respectivement les places 4 et 5 avec des chiffres d'affaires très proches en 2013. Quant à l'Irlande, son premier groupe Glanbia, très présent aux États-Unis, occupe la 20e place.

L'Irish Dairy Board, aujourd'hui Ornua, coopérative commerciale qui vend pour le compte de ses membres et plus grand exportateur irlandais de produits laitiers (l'entreprise est présente dans plus de 100 pays), n'est pas mentionnée ici car ne transforme pas.

L'Allemagne avec DMK et Müller a deux leaders dans le haut du classement ; la France cinq : Lactalis, Danone, Sodiaal, Bongrain et Bel de même que le pays de l'oncle Sam : DFA, Dean Foods, Schreiber, Land O'Lakes et Kraft Foods. Contrairement aux acteurs hexagonaux, les groupes américains sont surtout présents sur leur territoire national (cf. axe 7).

Classement des 25 leaders laitiers mondiaux en 2013

| Rang | Entreprise               | Pays       | CA lait (milliards USD) |      |      |
|------|--------------------------|------------|-------------------------|------|------|
|      |                          |            | 2013                    | 2012 | 2011 |
| 1    | Lactalis                 | France     | 21,3                    | 20,2 | 17,5 |
| 2    | Nestlé                   | Suisse     | 18,7                    | 19,8 | 18,6 |
| 3    | Danone                   | France     | 15,7                    | 15,0 | 15,6 |
| 4    | FrieslandCampina         | Pays-Bas   | 15,1                    | 13,2 | 13,4 |
| 5    | Fonterra                 | N-Zélande  | 15,1                    | 15,8 | 15,3 |
| 6    | Arla Foods               | Danemark   | 13,1                    | 10,9 | 10,3 |
| 7    | Dairy Farmers of America | États-Unis | 12,8                    | 12,1 | 13,0 |
| 8    | Dean Foods               | États-Unis | 9,0                     | 11,5 | 13,1 |
| 9    | Saputo                   | Canada     | 8,8                     | 7,2  | 6,8  |
| 10   | Yili                     | Chine      | 7,8                     | 6,7  | 5,8  |
| 11   | Mengniu                  | Chine      | 7,1                     | 5,7  | 5,8  |
| 12   | DMK                      | Allemagne  | 7,1                     | 5,7  | 6,4  |
| 13   | Meiji Dairies            | Japon      | 6,4                     | 7,5  | 7,4  |
| 14   | Sodiaal                  | France     | 6,1                     | 5,6  | 6,1  |
| 15   | Morinaga Milk Industry   | Japon      | 6,0                     | 7,2  | 7,4  |
| 16   | Bongrain                 | France     | 5,9                     | 5,3  | 5,5  |
| 17   | Müller                   | Allemagne  | 4,9                     |      |      |
| 18   | Schreiber                | États-Unis | 4,5                     | 4,5  | 3,5  |
| 19   | Land'O Lakes             | États-Unis | 4,5                     | 4,2  | 4,3  |
| 20   | Glanbia                  | Irlande    | 4,4                     | 3,9  | 4,4  |
| 21   | Kraft Foods              | États-Unis | 3,9                     | 3,9  | 7,7  |
| 22   | Agropur                  | Canada     | 3,7                     | 3,7  | 3,7  |
| 23   | Bel                      | France     | 3,6                     | 3,4  | 3,5  |
| 24   | Emmi                     | Suisse     | 3,6                     | 3,2  | 3,1  |
| 25   | Tine                     | Norvège    | 3,4                     | 3,4  | 3,5  |

Source : WDS 2014

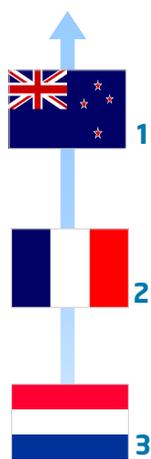
## Axe n°4 : Organisation des filières

### Forces

- Filière laitière moteur des exports AA
- Concentration du tissu industriel

- 5 leaders laitiers dans le top 25

- Forte concentration de la filière



### Faiblesses

- Un seul leader dans le top 25

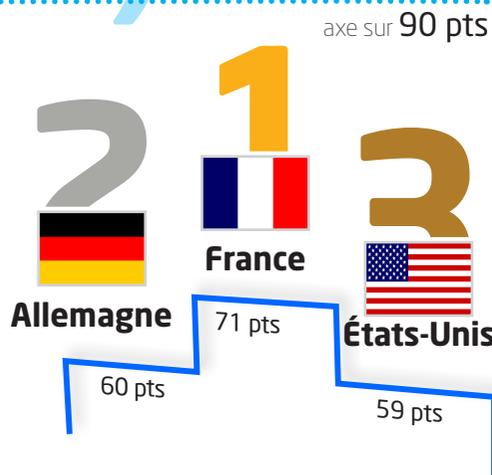
- Concentration de la filière faible relativement

- Un seul leader dans le top 25

Source : Veille concurrentielle FranceAgriMer 2015

# 5) 5<sup>e</sup> axe de compétitivité

## Maîtrise technique



Source : Veille concurrentielle France/AgriMer 2015

La maîtrise technique de la fabrication des produits laitiers est évaluée sous l'angle de la régularité de la production, l'importance du marché domestique et la polyvalence de l'offre. Ces trois aspects sont abordés dans l'analyse.

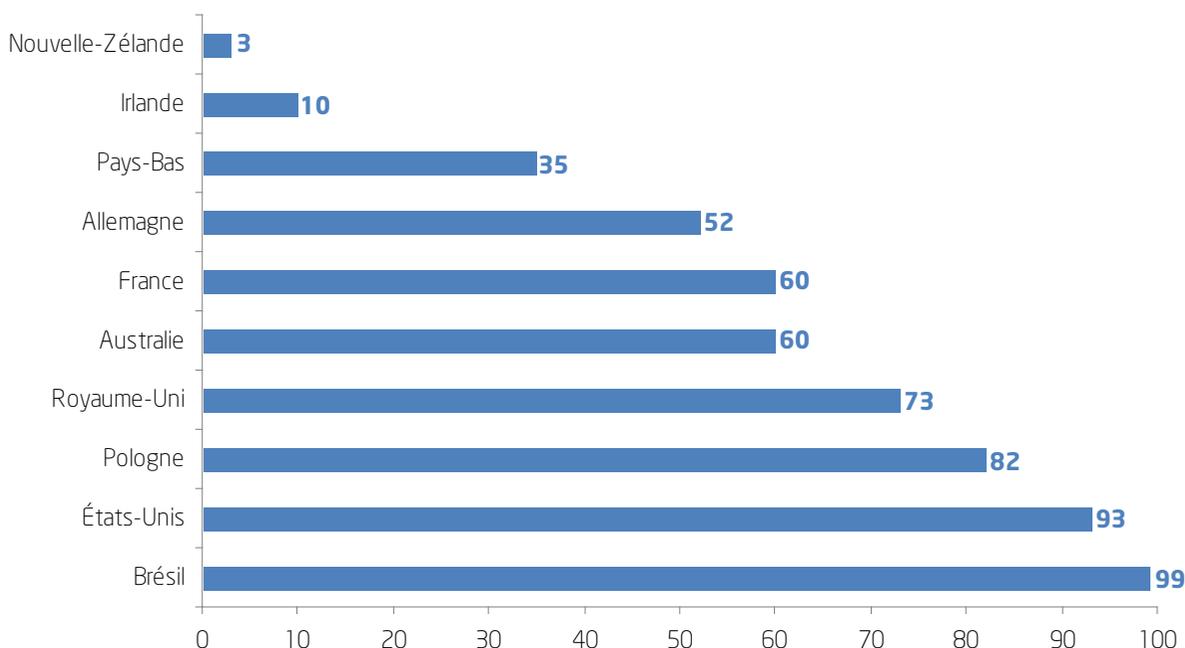
### > Brésil et États-Unis consomment la quasi-intégralité de la collecte localement

La part de la collecte consommée sur le marché intérieur, mesure le poids du marché local. Plus le marché intérieur est porteur, plus la note obtenue est bonne. Pouvoir s'appuyer sur un marché domestique conséquent constitue une force pour les industriels laitiers.

La Nouvelle-Zélande, et dans une moindre mesure l'Irlande, se caractérisent par une forte ouverture sur l'extérieur. La production laitière de ces deux pays est profilée pour l'export. Les Pays-Bas consacrent également une part importante de leur production laitière à l'export (près des deux tiers).

A contrario, la quasi-totalité de la production laitière étatsunienne, et surtout brésilienne, est destinée au marché intérieur. Allemagne, France et Australie se caractérisent par un équilibre entre export et marché domestique (entre 40 et 50% de la production locale destinée à l'export).

Part de la collecte consommée sur le marché intérieur (%) - 2013



Source : Business France d'après sources locales

## > Hormis au Brésil et en Pologne, la dynamique de consommation est atone

À l'instar de l'ensemble de leur économie, les pays développés connaissent une consommation de produits laitiers en stagnation, voire en léger recul, tout au mieux en très légère croissance. En dehors de quelques segments porteurs innovants comme les yaourts grecs, les cafés frappés ou les boissons riches en protéines pour sportifs, qui connaissent des rythmes de croissance importants mais très limités dans le temps, le marché est atone. Le lait liquide est en recul depuis une trentaine d'années dans l'ensemble des pays de tradition laitière ; le fromage, au contraire, progresse régulièrement au cours de la période. Pour l'ensemble de l'univers des produits laitiers, la consommation est toutefois stable.

Cette tendance est commune aux pays d'Europe de l'Ouest, à l'Océanie et aux États-Unis qui obtiennent la note la plus faible.

Deux pays se détachent :

- la Pologne, qui avec les pays de l'ancien bloc communiste fait partie des « émergents de l'UE », voit son marché continuer à croître. Avec une hausse de la consommation comprise entre + 5 et + 10 %, elle obtient une note intermédiaire,
- le Brésil, pays émergent, dont le marché est dynamique et la croissance de la consommation de produits laitiers, entre 2011 et 2013, avoisine les 10 % (meilleure note)

## > La France possède l'offre de produits laitiers et d'ingrédients la plus diversifiée

Les pays de la veille ont été scindés en 5 groupes.

La polyvalence en termes de production laitière est la plus élevée en France, avec une profonde diversité autant sur les aspects ingrédients que produits de grande consommation.

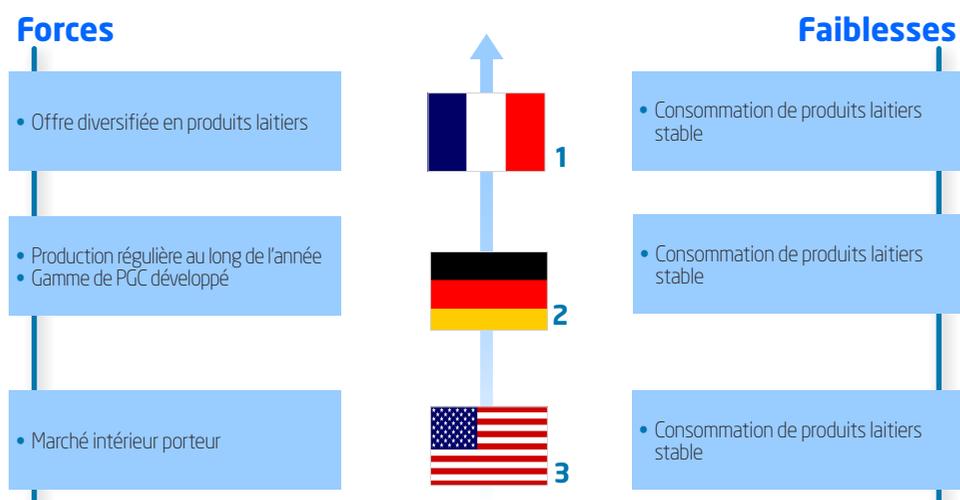
Allemagne et Pays-Bas se placent en 2<sup>e</sup> position. L'Allemagne se distingue par sa gamme de produits laitiers de grande consommation particulièrement étoffée et les Pays-Bas par l'excellence de son savoir-faire en matière d'ingrédients, notamment avec la gamme DMV.

États-Unis et Irlande se classent dans une rubrique intermédiaire, avec une gamme de produits de grande consommation peu développée composée d'une offre de fromages naturels axée vers deux produits (cheddar et mozzarella). Côté produits industriels, les deux pays comportent quelques spécialistes des ingrédients sophistiqués (Davisco, Glanbia ...).

Quatre pays occupent la 4<sup>e</sup> place : le Royaume-Uni, avec une offre de PGC tournée vers le lait de consommation, la Nouvelle-Zélande dont les poudres grasses expédiées vers la Chine absorbent 44 % de la production laitière, l'Australie et la Pologne qui dispose d'un volet ingrédients peu développé : le lactosérum liquide est ainsi en grande partie expédié en Allemagne.

Enfin, le Brésil occupe la dernière position, avec une offre ingrédients et produits moins sophistiquée que celle des autres pays de la veille.

## Axe n°5 : Maîtrise technique



Source : Veille concurrentielle FranceAgriMer 2015

## 6<sup>e</sup> axe de compétitivité Portefeuille des marchés à l'export



Source : Veille concurrentielle FranceAgriMer 2015

Cet axe note la performance des pays à l'export : valeur des exportations, balance commerciale, dynamisme à l'export, présence sur 11 marchés porteurs définis, nombre et concentration des marchés clients.

### > Allemagne, premier exportateur laitier mondial

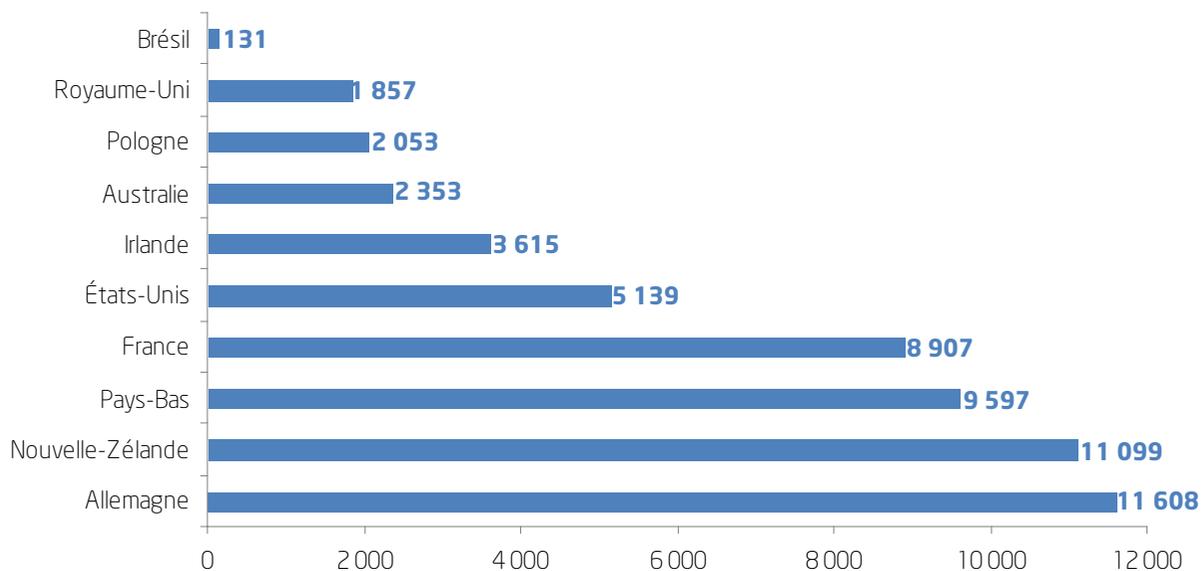
Sur la période 2011-2013 les exportations mondiales cumulées se sont élevées à 88,3 milliards USD en moyenne sur 3 ans (COMTRADE), commerce intra-UE compris.

L'Allemagne est le leader mondial avec une moyenne des exportations de 11,6 milliards USD, ce qui correspond à une part de 13 % du commerce mondial.

La Nouvelle-Zélande arrive en deuxième position au niveau mondial avec 11,1 milliards USD pour la moyenne des exportations 2011-2013. Sa part dans le commerce mondial est de l'ordre de 12,6 %.

Le 3e exportateur mondial est, sur la période, les Pays-Bas : 9,6 milliards USD, soit une part de marché de 10,9 %. Ils sont suivis de près par la France, qui avec 8,9 milliards USD, représente 10,1 % des exportations.

Valeur export en millions de USD - moyenne 2011-2013



Source : Business France d'après GTA

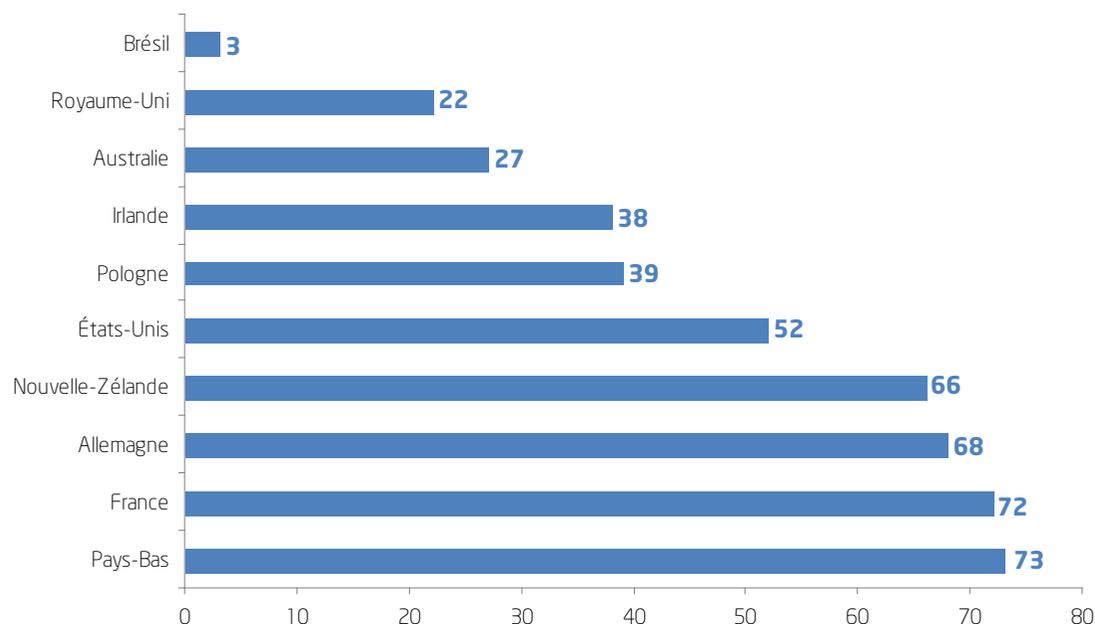
Ce sont les États-Unis qui arrivent en 5e position : 5,1 milliards, soit 5,8 % de part de marché. Puis viennent, parmi les pays sélectionnés, l'Irlande (7e exportateur sur la période avec 3,6 milliards USD, soit une part de 4,1 %), l'Australie (10e rang parmi les exportateurs, part dans le commerce mondiale : 2,7 %), la Pologne (12e rang mondial avec des exportations qui se sont élevées sur la période 2011-2013 à 2,1 milliards USD - 2,3 % des exportations mondiales), le Royaume-Uni (exportations de 1,9 milliard USD sur 2011-2013 - 13e exportateur mondial avec 2,1 % de part de marché). Le Brésil enfin n'exporte que peu sur la période en regard des autres pays : la moyenne de ses exportations est de 131 millions USD sur 2011-2013. Il n'arrive qu'au 51e rang parmi les pays exportateurs et n'a qu'une part de 0,1 % dans le commerce mondial.

### > Diversité du portefeuille des marchés

Cet indicateur est destiné à mettre en évidence la palette plus ou moins étendue de marchés vers lesquels chaque pays exporte. Une limite supérieure à 10 millions USD pour ces exportations a été retenue. Un pays qui exporte vers un grand nombre de marchés témoigne d'un fort dynamisme à l'export et d'une offre diversifiée susceptible de convenir à des demandes différentes. À l'inverse, un pays qui n'a qu'un nombre limité de marchés est dépendant d'un nombre limité de « gros clients ».

Pour ce critère, les Pays-Bas et la France arrivent en tête avec respectivement 73 et 72 clients. L'Allemagne arrive ensuite avec 68 clients, devant la Nouvelle-Zélande. Les États-Unis viennent en 5e position. Les autres pays ont un nombre de clients sensiblement inférieur : respectivement 39 et 38 pour la Pologne et l'Irlande, 27 et 22 pour l'Australie et le Royaume-Uni. Enfin le Brésil, dont les exportations sont assez limitées (130 millions USD en 2013), n'a que 3 clients pesant plus de 10 millions USD : le Venezuela, l'Angola et l'Arabie Saoudite.

Nombre de marchés vers lesquels le pays exporte au-delà de 10 millions USD - 2013



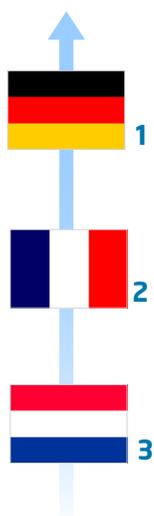
## Axe n°6 : Portefeuille des marchés à l'export

### Forces

- Premier exportateur laitier mondial

- Diversité portefeuille des marchés

- Forte culture export laitière



### Faiblesses

- Stabilité des exportations

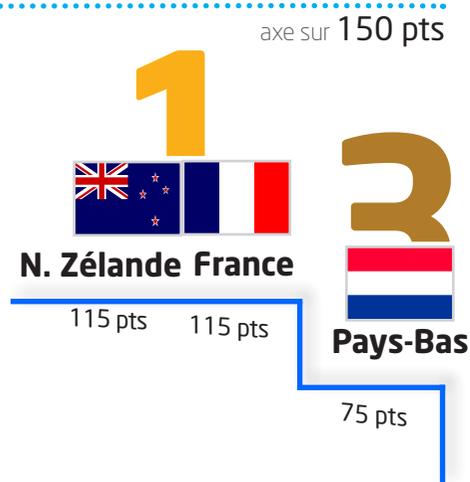
- Stabilité des exportations

- Stabilité des exportations

Source : Veille concurrentielle FranceAgriMer 2015

# 7<sup>e</sup> axe de compétitivité

## Capacité des opérateurs à conquérir les marchés



Source : Veille concurrentielle FranceAgriMer 2015

Dans ce dernier axe sont évalués la présence internationale des leaders industriels à l'étranger et sur les 11 marchés cibles, la dynamique des investissements et les accords de libre-échange. Deux de ces indicateurs sont détaillés par la suite.

### > La France possède le plus d'implantations industrielles à l'étranger

Un des critères choisis répertorie la diversité des implantations industrielles à l'étranger des trois leaders laitiers de chaque pays de la veille. Ces pays ont été répartis dans cinq groupes selon ce critère :

- les pays pour lesquels les transformateurs laitiers n'ont pas d'usine à l'étranger : c'est le cas du Royaume-Uni, de l'Australie, du Brésil, de la Pologne, des États-Unis.
- les pays dont les groupes ont des implantations peu diversifiées : c'est le cas de l'Allemagne. DMK ne possède des usines qu'en Allemagne, Müller en Allemagne et au Royaume-Uni et Hochwald en Allemagne et aux Pays-Bas.
- les pays ayant des groupes aux implantations moyennement diversifiées et où les usines à l'étranger sont surtout des sites de recombinaison : c'est le cas des Pays-Bas et de l'Irlande. En 2013, FrieslandCampina détient des usines en Belgique, aux Pays-Bas, en Allemagne et en Russie pour l'Europe, au Nigéria et en Arabie Saoudite pour l'Afrique, en Indonésie et en Malaisie. En comptant également ses implantations commerciales, la coopérative néerlandaise est présente dans 28 pays. Quant à Glanbia, elle possède des usines aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Allemagne et en Chine.
- les pays dont les groupes ont des implantations diversifiées, comme la Nouvelle-Zélande : Fonterra détient des usines en Nouvelle-Zélande et en Australie, au Sri Lanka et en Malaisie. En Amérique latine, elle a une joint-venture avec Soprole au Chili et avec Nestlé (DPA). Aux États-Unis elle détient neuf usines via sa JV DairyConcepts. En UE, Fonterra détient un partenariat avec Friesland (DMV Fonterra), A-ware, First Milk (Fast Forward) et en Lituanie : Rokiskio Suris. En Arabie Saoudite, Fonterra dispose d'une usine de recombinaison.
- les pays dont la présence industrielle internationale est très forte : seule la France est dans ce cas.



## Axe n°7 : Capacité des opérateurs à conquérir les marchés

### Forces

- Implantations industrielles très diversifiées
- Accords de libre-échange déterminants
- Implantations industrielles diversifiées



### Faiblesses

- Accords de libre-échange
- Implantations à l'étranger moindres
- Accords de libre-échange

Source : Veille concurrentielle FranceAgriMer 2015

# classement Final

total sur 1 000 pts



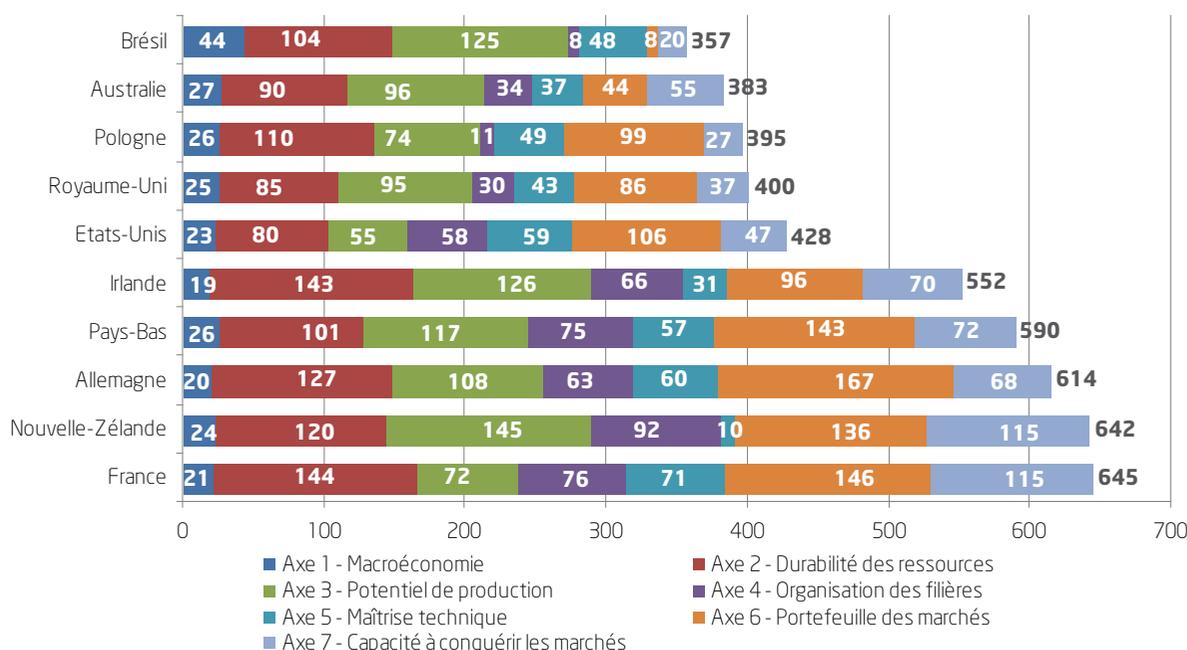
Pour l'année 2013, la France arrive en tête du classement avec 645 points sur 1 000, suivie de très près par la Nouvelle-Zélande qui obtient 642 points. L'Allemagne (614 points) occupe la troisième marche du podium.

## Les quatre premiers exportateurs laitiers mondiaux, commerce intra-UE compris - Allemagne, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, France - sont aussi les quatre premiers pays du classement

La France est un acteur laitier incontournable au plan international. 5 groupes laitiers français figurent dans le top 25 mondial : Lactalis considéré selon les classements (WDS ou Rabobank) n°1 ou 2 mondial, Danone (n°3), Sodiaal (n°13), Bongrain (n°15) et Bel (n°23). Ces leaders ont les implantations industrielles internationales les plus diversifiées, induisant une force de frappe indéniable pour la conquête des marchés. La France peut également écouler ses gammes développées de produits de grande consommation et d'ingrédients sur un marché domestique conséquent.

La Nouvelle-Zélande arrive en tête en termes de potentiel de production et d'organisation de la filière laitière. Elle est pénalisée par sa forte concentration sur le marché chinois mais se distingue particulièrement par ses efforts de négociations d'accords de libre-échange. Historiquement, acteur majeur du commerce international de produits laitiers, sa filière laitière est un maillon incontournable de l'économie nationale et résolument tournée vers l'international : la Nouvelle-Zélande exporte 97 % de sa production laitière. L'opérateur dominant Fonterra apporte un facteur d'organisation indéniable de la profession.

Source : Veille concurrentielle FranceAgriMer 2015



Même si ses industriels laitiers ne sont présents qu'en Europe, **l'Allemagne**, premier producteur au sein de l'UE, possède l'avantage de la cohésion de ses acteurs à l'export, portés par une interprofession influente. La conquête des marchés tiers – Chine, Afrique subsaharienne, Asie, Proche et Moyen Orient - se fait collectivement. Par ailleurs, elle bénéficie, comme la France, d'une diversité de ses bassins de production. Elle exporte 50 % de sa production laitière et cette part augmente régulièrement.

Les **Pays-Bas**, à l'instar de la Nouvelle-Zélande, possèdent un transformateur collectant la quasi-totalité de la production, qui apporte un avantage notable à la fois en termes d'organisation des éleveurs et de positionnement sur les marchés export. Le modèle productiviste rationnel avec une maîtrise des coûts de l'alimentation confère aux Bataves la meilleure marge sur coût alimentaire des pays de la veille.

**L'Irlande**, souvent qualifiée de Nouvelle-Zélande européenne dans le domaine laitier, exporte 90 % de sa production laitière et bénéficie d'une filière offensive à la conquête des marchés internationaux. À la perspective de la sortie des quotas, la profession a misé sur une augmentation de la production laitière de 50 % en cinq ans (2015-2020). Le pays occupe la tête de la sélection de pays en termes de durabilité de sa filière notamment grâce à une bonne maîtrise sanitaire. Son système de production extensif à l'herbe avec peu d'aliments complémentaires est une force en termes de rentabilité. La forte saisonnalité de la production, un foncier rare et cher et un portefeuille de produits tourné vers les commodities, handicapent toutefois la verte Erin.

### **Les cinq derniers pays du classement – États-Unis, Royaume-Uni, Pologne, Australie et Brésil – sont également ceux dont les opérateurs laitiers sont strictement implantés localement**

Les **États-Unis**, second producteur mondial derrière l'Inde, jusqu'à présent très tournés vers leur marché intérieur avec plus de 90 % de la collecte consommée localement, ont enregistré une progression remarquable de leurs exportations en 2013 : + 25 % en poudre maigre, quasi doublement pour le beurre. Leur système de production essentiellement hors sol, fondé sur des achats de l'ensemble des aliments - fourrages comme concentrés - handicape le pays en matière de marge sur coût alimentaire, l'indicateur le plus fortement noté.

Le **Royaume-Uni** collectionne des notes moyennes en termes de potentiel de production et d'organisation de la filière laitière. Il a néanmoins déjoué les prévisions de tous les experts en augmentant significativement sa collecte à partir de l'été 2013, démontrant ainsi qu'il conservait un potentiel de hausse significatif. Les investissements industriels récents d'Arla Foods et Müller Milch pourraient être le signe d'un avenir positif de sa filière laitière.

La **Pologne** a connu un véritable changement en profondeur de sa filière laitière au cours des vingt dernières années et plus encore depuis son accession à l'Union européenne (2004). Sa production a augmenté de 7 % en dix ans, son industrie a largement investi devenant une des plus modernes d'Europe et proposant des produits de qualité à prix compétitifs. En 2013, elle apparaît toutefois en queue de peloton, à l'avant-dernière place. Sa filière est encore peu concentrée et le nombre d'usines reste important.

Confrontée à la concurrence de la Nouvelle-Zélande, **l'Australie** cherche à ménager des accès aux marchés export, une priorité pour elle, via des accords de libre échange. Toutefois, la filière est menacée tant dans son environnement (stress hydrique, changement climatique) que dans sa rentabilité et son attractivité. L'année 2013 a été particulièrement difficile : un nouvel épisode de sécheresse combiné à un prix de l'aliment élevé ont mis à l'épreuve la confiance des éleveurs.

En 2013, le **Brésil** a encore connu un déficit de son solde commercial de produits laitiers. La production a pourtant progressé, tirée par la demande intérieure, mais elle souffre de la concurrence des produits laitiers d'importation. Le Brésil, à l'énorme potentiel de production, est handicapé par des coûts de production élevés, une organisation de sa filière encore déficiente, la concurrence des autres productions agricoles, un éventail de son offre encore peu différenciante et par une croissance importante de sa demande intérieure qui l'empêchent encore pour 2013 de devenir un acteur majeur laitier sur l'échiquier mondial.







